

Paris, le 28 juin 1994

DIRECTION DES AFFAIRES
AFRICAINES ET MALGACHES

Sous-Direction d'Afrique
Centrale et Orientale

N° 1745 /DAM

Q Rwanda

- N O T E -

A/S : Compte-rendu de l'entretien avec l'ancien directeur
de cabinet du Président HABYARIMANA.

D'un entretien avec M. Enoch RUHIGIRA, ancien directeur de cabinet du Président HABYARIMANA, de passage à Paris après un séjour en Belgique (au cours duquel il a été reçu par le directeur-adjoint d'Afrique), je retiens les points suivants :

1 - Circonstances de l'attentat

Pour M. RUHIGIRA, la responsabilité du FPR ne fait aucun doute. Il souligne la présence dans l'avion du Général NSABIMANA (chef d'état-major FAR) et du Colonel SAGATWA (commandant la garde présidentielle). Il rappelle le désarroi qui a frappé l'armée et le gouvernement après l'attentat, qui ne se serait pas produit dans l'hypothèse d'une tentative de prise du pouvoir de leur part. Il attribue l'attentat au fait que le FPR avait pris conscience que le chef de l'Etat était capable, en jouant sur les factions au sein des partis d'opposition, d'obtenir la minorité de blocage d'un tiers et de l'empêcher ainsi de manipuler les accords d'Arusha. Or, la bonne application de ces accords laissait le FPR sans pouvoir après les élections.

En revanche, mon interlocuteur ne voyait aucun élément permettant d'incriminer les Belges.

2 - Situation militaire

M. RUHIGIRA ne semblait pas très au courant. Il a relevé le charisme du chef d'état-major (le Général Augustin BIZIMUNGU), souligné le problème de munitions (c'est selon lui pour cette raison qu'a été évacué le camp de Kanombe) et exprimé sa certitude qu'en l'absence de règlement politique acceptable, la guerre continuerait, sous une forme différente (harcèlements, guerrilla).

3 - Perspectives politiques

Pour l'ancien directeur de cabinet, le FPR est actuellement dominé par les durs, notamment Théogène RUDASINGWA (secrétaire général), Tito RUTAREMARA et le futur ministre de la Santé. Leur objectif est de prendre totalement le pouvoir, d'exclure le MRND tout entier pour responsabilité dans les massacres et de bâtir un soit-disant gouvernement d'union nationale avec les seuls opposants ralliés à leur vue, avec le soutien de la communauté internationale qui verra en eux des "Hutus modérés" en s'aveuglant sur leur manque total de représentativité.

D'ores et déjà, M. TWAGIRAMUNGU l'aurait approché pour lui demander de s'associer à lui et à son comité de coordination des forces démocratiques du changement. M. RUHIGIRA a refusé : bien qu'il n'ait pas rejoint le gouvernement intérimaire en raison des massacres, il estime qu'une solution ne réside pas dans le débauchage individuel de personnalités.

Le MRND devra être associé à une solution politique. Il lui revient d'écarter les responsables qui paraissent impliqués dans les tueries et de présenter des interlocuteurs acceptables. Il est prêt à le faire, de même que le chef de l'Etat a.i. et plusieurs ministres sont prêts à démissionner (si cela n'apparaît pas comme l'aveu de leur responsabilité dans les exactions). L'opposition à M. TWAGIRAMUNGU y reste toutefois très forte.

Pour accélérer cette évolution au sein du MRND (et du MDR, principal parti d'opposition), M. RUHIGIRA pense qu'il serait souhaitable que M. François NZABAHIMANA, directeur des banques populaires et ancien ministre du Commerce, actuellement réfugié à Bruxelles (010454096) puisse se rendre à Gisenyi car il est respecté et saurait encourager les évolutions nécessaires au sein du gouvernement. Encore faudrait-il que son voyage lui soit financé...

4 - Initiative française

M. RUHIGIRA a porté un jugement positif sur notre initiative, en l'assortissant d'une mise en garde (éviter une présentation ethnique) et d'un appel (à une action en faveur d'un règlement de fond)./.AA

Jean-Michel MARLAUD